

Bulletin Bimestriel

Janvier - Février 2023

Ensemble, réussir la paix au Mali !



P.08

**Témoignage de Mme Tabissa Walet Algry,
bénéficiaire d'un projet à effet rapide (QIP)**



P.07

**MINUSMA renforce la sécurité du
Tribunal et du Palais de justice à
Tombouctou et Diré**



P.11

**Nouvelle brigade de Gendarmerie
inaugurée à Sévaré**



*Merci à tous les partenaires :
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

Avant - Propos

La Section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie le Représentant Spécial adjoint du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnateur Résident (CR) et Coordonnateur Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin bimestriel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord et centre du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

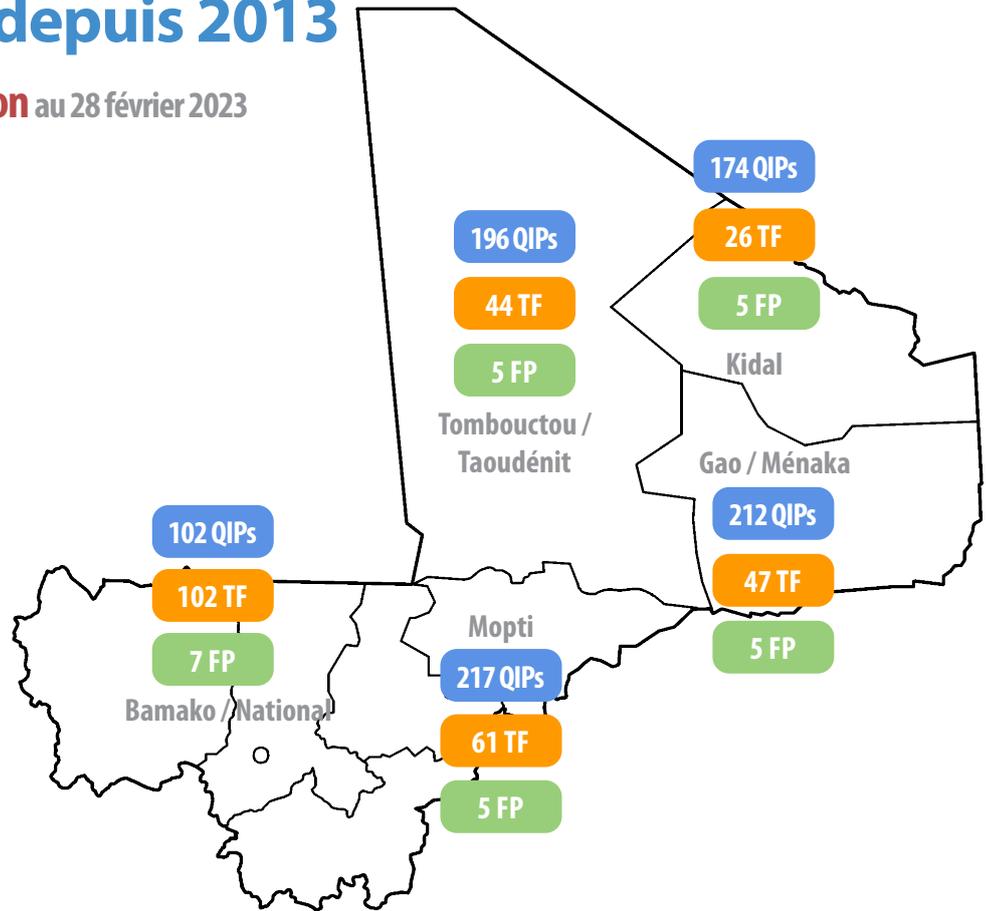
Temur SHAROPOV, Responsable de Communication de l'Unité Fonds Fiduciaire, Section S&R : sharopov@un.org

Faits marquants

- **Bamako** : Réunion mensuelle du Groupe de Dialogue CAPZAC (Commission d'Appui à la Programmation dans les Zones Affectées ou menacées de Conflits)
- **Bamako / National** : Étude d'impact QIPs (2017-2021) et réception du rapport final de l'enquête
- **Tombouctou** : Représentant Spécial du Secrétaire Général au Mali et Chef de la MINUSMA pose la première pierre de six projets QIPs (QIP)
- **Ménaka** : Lancement de quatre Projets à Impact Rapide (QIPs) de renforcement de la Société Civile (QIP)
- **Gao** : Lancement de projets de renforcement de l'autonomisation des femmes et du siège de la CAFO (QIP)
- **Mopti** : Soutien à la sécurité et aux institutions de l'État : Une nouvelle brigade de Gendarmerie inaugurée à Sévaré (TF)
- **Tombouctou** : MINUSMA renforce la sécurité du Tribunal et du Palais de justice à Tombouctou et Diré (TF)
- **Gao** : MINUSMA accompagne la construction d'une cité pour abriter les déplacés internes de la région (TF)

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région au 28 février 2023



SECTEURS



Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme / Cohésion sociale / AGR



Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale



Fonds programmatiques S&R

Retour de l'autorité de l'Etat / Renforcement de capacités de la partie malienne / Soutien aux Autorités régionales et locales et institutions nationales

Chiffres clés

au 28 février 2023



Projets à impact rapide (QIPs)

803 projets finalisés et 86 en cours sur un budget de **34.6 millions de dollars américains** (935 projets au total depuis 2013).



Fonds programmatiques S&R (FP) :

7 projets depuis 2017 pour un budget de **1,5 million de dollars américains**.



Fonds Fiduciaire (TF) :

222 projets finalisés, 64 projets en cours sur **286 projets** approuvés pour un coût de **121 millions de dollars américains** sur un budget de **136.2 millions de dollars américains** (contributeurs: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DCO - Development Coordination Office).



Coordination avec les bailleurs et partenariats



La remise officielle de la maison des jeunes de Bandiagara, 2021



La première visite à Kidal des bailleurs du Fonds fiduciaire, 2022

Réunion de la CAPZAC

Dans le cadre de la poursuite des échanges avec les PTF (Partenaires Techniques et Financiers), la Section S&R co-présidera avec USAID le 28 février à Bamako la prochaine réunion mensuelle du Groupe de Dialogue "Commission d'Appui à la Programmation dans les Zones Affectées ou menacées de Conflits" (CAPZAC).

Un mapping rapide des projets des membres des activités des bailleurs de fonds de la CAPZAC et du GEC, dans les cinq régions du centre, selon les quatre axes définis dans la Stratégie de Stabilisation du Centre du Gouvernement du Mali (et son plan d'action), est en cours. Des résultats préliminaires devraient être disponibles prochainement.

La feuille de route et la démarche de la CAPZAC s'inscrivent dans le droit fil des échanges qu'a pu avoir la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies au Mali, chargée du pilier politique de la MINUSMA,

Daniela KROSLAK, qui s'était notamment rendue à San, Douentza, Bandiagara et Mopti en novembre 2022, visite au cours de laquelle Mme KROSLAK a rencontré quatre des cinq gouverneurs des régions du Centre pour échanger autour de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de Stabilisation des régions du Centre du Mali et son plan d'actions 2022-2024.

Depuis son lancement en avril 2022, les discussions au sein de la CAPZAC ont porté sur la validation de ses TdR, l'identification des documents de référence, l'initiation d'un travail de mapping, et la décision du groupe de prendre le Centre comme région pilote et de la volonté d'adopter une approche ascendante pour harmoniser et opérationnaliser les activités programmatiques, en adéquation avec les observations de la Troïka du Groupe Exécutif de Coopération des PTF (GEC).



La visite à Gao des bailleurs du Fonds fiduciaire, 2022

Projets à effet rapide (QIPs)

Financés par la MINUSMA, les projets à effet rapide (Quick Impact Projects, QIPs) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de US\$ 50.000 et d'une durée de mise en œuvre de 6 mois. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et pérenne, répondant aux besoins prioritaires des populations vulnérables, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures, la formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat. Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et du Centre et soutiennent les demandes provenant des autorités et communautés locales, des ONG, des associations nationales et de la société civile. Ces projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux, et certains en partenariat avec les Agences, Fonds et Programmes (AFP) de l'ONU.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

Quels sont les domaines d'intervention concernés par les QIPs ?

- La formation et sensibilisation;
- La création d'emplois et de revenus;
- La réhabilitation des services et petites infrastructures publiques.



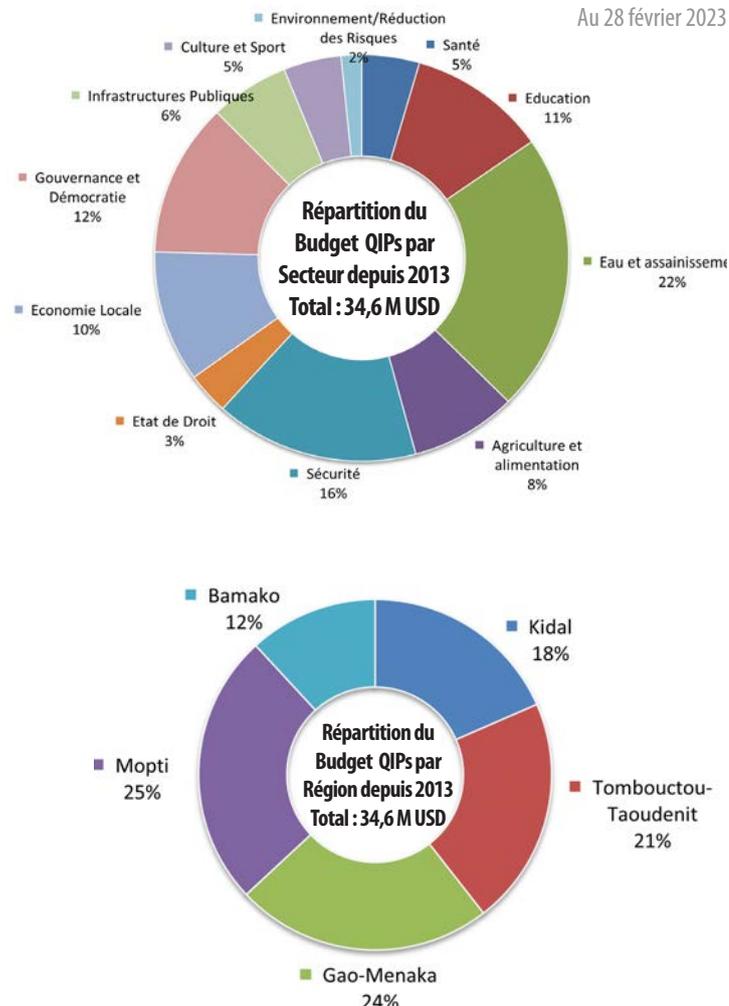
La remise d'un QIP au profit des populations du cercle de Kati, 2017

Projets récemment lancés

QIP Tombouctou – Le SRSR pose la première pierre de six projets QIPs: En marge d'une visite de travail dans la Région de Tombouctou, le Représentant Spécial du Secrétaire Général de la MINUSMA a posé la première pierre de 6 Projets à Impact Rapide, à savoir :

- Deux projets sponsorisés par CIMIC-G9, ayant pour objectifs d'améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap. Deux organisations de la ville de Tombouctou ont été dotées de moyens pour améliorer leur mobilité, par le biais de fourniture de matériel et de matières premières pour la production des savons. Ces projets d'un montant de 42 405 500 FCFA bénéficieront directement 197 personnes, dont 120 femmes.
- Un projet de renforcement des capacités opérationnelles et organisationnelles de la société civile de Tombouctou, via la construction du siège du Conseil Régional de la Société Civile de Tombouctou pour un montant de 27 686 914,47 FCFA sponsorisé par la Division des Affaires Civiles, qui bénéficiera directement 85 personnes, dont 38 femmes.
- Trois projets d'un montant global de 93 386 436 FCFA parrainés par UNPOL visant à construire et à équiper le Commissariat de Police d'Abaradjou. Ces projets visent à contribuer à la réduction et à la prévention des violences communautaires par l'amélioration des conditions de sécurité publique et du renforcement des capacités de la police via la sécurisation des espaces communautaires du quartier d'Abaradjou, la commune urbaine de Tombouctou, afin de créer un environnement favorable au Cantonnement et au processus DDR.

Au 28 février 2023



QIP Ménaka - Lancement de quatre Projets à Impact Rapide (QIPs) de renforcement de la Société Civile - Le lancement de 4 projets QIPs à Ménaka vise à renforcer les capacités des structures de la société civile de la région. Il s'agit de projets de construction de clôtures, de fourniture d'équipements et matériel du siège de l'association "Case des Jeunes Filles de Ménaka" et de la d'undu système d'adduction d'eau sommaire (AES) dans le village de Tineloine, ces quatre projets totalisant 77 596 922 CFA. Selon les représentants des bénéficiaires, la réalisation de ces projets va contribuer à l'opérationnalisation des structures, la sécurisation de leurs biens, à faciliter l'employabilité des jeunes, promouvoir les questions de genre, restaurer l'autorité de l'Etat et à améliorer les services sociaux de base via l'accès des populations à l'eau potable, et à la promotion de la cohésion sociale ainsi qu'une culture de paix et du vivre ensemble - seul gage de la stabilité de la région de Ménaka. et et Les Le représentant du Gouverneur après avoir remercié la MINUSMA a précisé que ces projets entrent dans le cadre de l'appui aux actions prioritaires assignés au gouvernement Malien.



QIP Gao - Lancement de projets de renforcement de l'autonomisation des femmes et du siège de la CAFO - Le 27 février, deux projets QIPs sponsorisés par la Division des Affaires Civiles ont été inaugurés à Gao. La cérémonie, présidée par le Chef de Cabinet du gouverneur, a regroupé le maire de la commune urbaine, le directeur général de l'IFM, le directeur de l'académie, les directeurs de services techniques de l'état, la CAFO et de nombreux Elèves-Maitres. Le premier projet consiste à appuyer l'Initiative de renforcement de l'autonomisation de l'Association des Femmes aveugles du cercle de Gao à travers la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus, le second permettra le renforcement du siège de la CAFO du cercle de GAO. La CAFO est un regroupement d'ONG et d'Associations féminines du Mali qui œuvre à valoriser le statut de la femme par des activités de formation et d'information, de plaidoyer et de lobbying. Contribuer à valoriser le statut de la femme par le regroupement, la coordination des actions des membres et l'influence des politiques.



QIP Gao - Donation de vivres et de non-vivres aux déplacés d'In Tillit - Le 20 janvier, la Minusma a fait une donation de vivres et de non-vivres aux 1 244 déplacées de la Commune de In Tillit, cercle de Gao, sponsorisée par CIMIC. Cette donation a été rendue possible grâce au projet QIPs et aux contributions des sections substantives, des contingents militaires de Chine, du Sri Lanka, de l'Égypte, du Bangladesh, des FPU du Sénégal et du Burkina Faso et du Bureau de UNPOL Gao. Placée sous la présidence du Préfet du Cercle de Gao et le maire de la localité, cette donation arrive à point nommé pour soulager les déplacées, avec l'aide de la MINUSMA et du mécanisme de financement QIP La cérémonie a pris fin par la remise symbolique de denrées, en présence de la Cheffe de Bureau par intérim de la MINUSMA et en présence du General de la Force, du General de UNPOL, du Chef du Service du Développement Social de Gao et le Maire de la Commune de In Tillit.



QIP Mopti - Visite du Projet de sécurisation passive de la Brigade Territoriale de la Gendarmerie de Somadougou- Une équipe UNPOL et l'ingénieure de projet S&R ont effectué le 9 Janvier une mission à Somadougou en vue d'évaluer les progrès du chantier, en vue d'une remise future.



Autres activités QIPs

QIP **E**tude d'impact QIPs (2017-2021) – En février, la Section Stabilisation et Relèvement a réceptionné le rapport final d'une enquête sur les Projets à Impact Rapide (Quick Impact Projects - QIPs) financés par la MINUSMA sur la période 2017-2021. Cette enquête, qui faisait suite à celle de 2019 portant sur la période antérieure 2014-2017, a été menée par une équipe de consultants internationaux indépendants de juillet à septembre 2022, sur la base d'un échantillon de 124 projets finalisés entre juillet 2017 et juin 2021 dans trois domaines majeurs : (1) la réhabilitation et le renforcement d'Infrastructures et des services publics; (2) le renforcement des moyens d'existence à travers la création d'emplois et la formation professionnelle ; et (3) le renforcement des capacités et de sensibilisation de la société civile dans les Régions du Centre, du Nord et Bamako. Cette enquête, tout en formulant un nombre de recommandations pour rendre le Programme QIP encore plus efficace, a non seulement mis en évidence la pertinence de projets, leur impact et leur contribution à l'image positive de la Mission auprès des populations maliennes concernées, tout en soulignant la multitude des besoins restants. Le rapport est actuellement à l'étude au sein de la Section Stabilisation et Relèvement, pour une identification conjointe des meilleures pratiques et la mise en œuvre des propositions d'amélioration, aussi bien dans les régions qu'à Bamako.



ZOOM sur un projet

QIP MÉNAKA

Réalisation de quatre Adductions d'Eau Sommaires (AES)

Année de mise en œuvre : 2021

Partenaire de mise en œuvre : Directeur Régional de l'Hydraulique de Ménaka

Depuis son déploiement dans la région de Ménaka, la MINUSMA a contribué à faciliter l'accès à l'eau potable en appuyant l'état Malien à travers plusieurs projets de financement ou de réhabilitation de plusieurs points d'eau au bénéfice des populations de Ménaka.

Ainsi, une Adduction d'Eau Sommaire a été réalisée dans quatre quartiers de la ville de Ménaka, afin de compenser les défaillances des stations pompages de la ville, dont la production reste dérisoire face au boom démographique que la ville connaît actuellement.

D'un montant de 99 194 560 francs CFA, les ouvrages réalisés dans la ville de Ménaka (1er, 2ème et 3ème quartiers) et Taikarene, comportent un forage équipé d'un système d'adduction d'eau potable alimenté par des panneaux solaires, d'un château de 10 m3 et de trois bornes-fontaines installées dans les agglomérations de chaque quartier. Les bénéficiaires directs de ces projets sont estimés à environ 9 408 personnes, dont 6 068 femmes.

La réalisation de ces projets entre dans le cadre des actions de renforcement des services sociaux de base de la MINUSMA via la construction d'infrastructures et d'équipement des services publics.

Ces réalisations font suite à la visite du SRSRG de juin 2021, visite lors de laquelle il a répondu favorablement aux doléances des populations de Ménaka.

Dorénavant, les femmes de ces quartiers et des environs n'auront plus besoin de parcourir de longues distances, ni de fournir de grands efforts pour avoir accès à l'eau potable.



Témoignage de Mme Tabissa Walet Algry, bénéficiaire d'un projet à effet rapide (QIP)

QIP MÉNAKA

« Cet appui de la MINUSMA a été salutaire, pour nous, les habitants de la ville de Ménaka. Comme vous pouvez le voir, nous avons de l'eau potable à proximité, pour nous et nos animaux, et c'est ainsi dans tous les quartiers de Ménaka.

Je me demande ce qu'on serait devenu à Ménaka, sans ces ouvrages, avec les pannes répétées de la SOMAGEP. Il nous arrivait souvent de passer deux à trois mois sans une goutte d'eau provenant de cette structure. Et quand ces moments arrivaient, il nous fallait patienter toute la journée devant les forages privés pour avoir un bidon d'eau ou bien, il fallait carrément aller cher de l'eau à la mare. Pendant les périodes de forte chaleur, c'était la catastrophe.

Moi, je suis gestionnaire d'une borne fontaine désignée par le comité de gestion mis en place lors de la réalisation du projet. Je m'occupe de la vente de l'eau et ma rémunération est que je ne paie pas l'eau que j'utilise, et cela me convient bien. Nous avons une trésorière à

qui je verse mes recettes journalières et tout est consigné dans un cahier. Et c'est comme ça sur les 12 bornes fontaines des ouvrages d'eau réalisés au même moment. Nous avons déjà suffisamment de fonds dans nos caisses pour faire face à d'éventuelles pannes. Notre souhait aujourd'hui est de pouvoir contribuer à la réalisation d'ouvrages similaires dans d'autres localités de la région en soutenant financièrement la contribution communautaire ».

L'accès aux points d'eau et à l'eau potable, pour des populations essentiellement pastorales souvent propriétaires de bétail, a très souvent été l'objet de litiges et de sources de conflit.

A présent, la création d'emplois et de revenus temporaires contribuent à renforcer la résilience des populations et à apporter une part de solution

aux défis de l'employabilité des jeunes, au développement d'activités agricoles par le développement de potagers ménagers générateurs de revenus (AGR) qui constituent quelques exemples des retombées positives de ces projets.

« Réduisant drastiquement la pénibilité du travail des femmes, à qui incombent les corvées quotidiennes d'approvisionnement en eau de leur ménage, nécessitant de parcourir de longues distances pour accéder à un point d'eau, cet appui contribue aussi à la réduction de la violence communautaire. En effet, le déficit des ressources en eau dans une région aride comme Ménaka, les rares points d'eaux font très souvent objets de litiges entre communautés. » a affirmé Helene Sylvie I. Zomahoun Ekouedjin, Cheffe de Bureau OIC, lors de la remise de l'un des ouvrages réalisés.

Témoignage recueilli par Julien DJIDONOU, Chargé de programme S&R à Ménaka





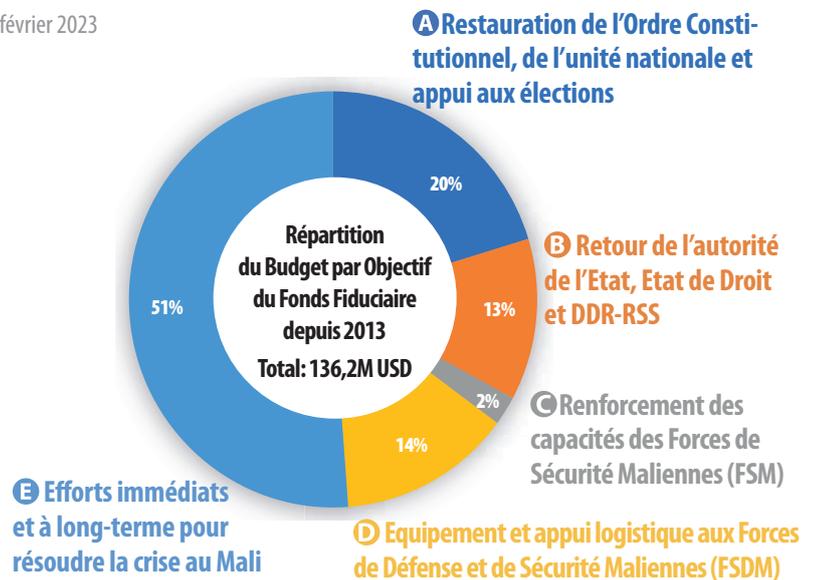
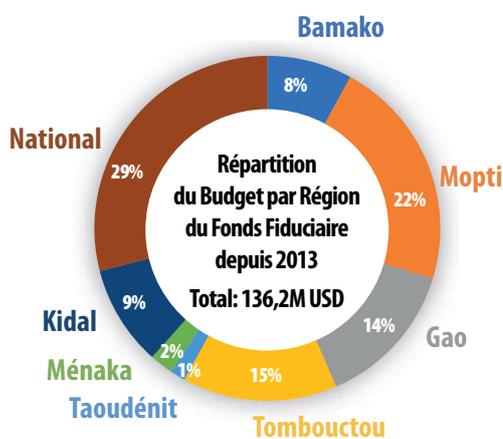
La visite des bailleurs du Fonds Fiduciaire dans les locaux du Peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie nationale (PSIG) à Gao, 2022

Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali

Le Fonds Fiduciaire (TF) des Nations Unies pour la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions volontaires. Le Fonds vise à apporter un appui aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les interventions humanitaires cruciales et l'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DCO. Le budget actuel du fonds est de 136.2 millions de dollars américains, dont 121 millions (soit 89%) sont alloués aux projets existants. Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

Au 28 février 2023



**QUELQUES
LIENS
UTILES**

Album photo du Fonds fiduciaire - <https://bit.ly/3cWNKvd>

Page-web du Fonds fiduciaire - <https://bit.ly/3QHRGr2>

Liste de lecture Youtube du Fonds fiduciaire - <https://bit.ly/3A2zVr2>

Aperçu mensuel du Fonds fiduciaire (MOTF) - <https://bit.ly/3C9YJjQ>

Faits marquants



Gao : Réhabilitation de l'Institut de Formation des Maîtres

Le 27 février, a eu lieu le lancement du projet de Réhabilitation de l'IFM, dans ses propres locaux, sous la présidence du Directeur de Cabinet du Gouverneur de Gao. Ce fut l'occasion pour la représentante de élèves-maîtres, le Directeur de l'Institut et le Directeur de Cabinet de remercier la MINUSMA pour ses bonnes actions dans la région de Gao, et particulièrement en faveur de l'IFM.



Gao : la MINUSMA accompagne la construction d'une cité pour abriter les déplacés internes de la région

La MINUSMA, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le gouvernorat de Gao ont visité le 31 janvier 2023 le site de construction de la cité Naata (espoir en songhaï) à la sortie nord de la ville de Gao. Elle abritera à terme les personnes déplacées internes de la région.

Sur les 500 maisons destinées à accueillir 500 ménages déplacés dans cette cité qui s'étend sur une surface de 10 hectares, 226 ont déjà été construites. Une école de six salles de classes, un dispensaire, une maternité, un marché, un jardin maraîcher, une maison destinée à l'écoute des femmes ainsi qu'un forage avec quatre bornes fontaines sont déjà disponibles. En plus de cela, 3 000 arbres ont été plantés.

La mise en œuvre de ce projet ravie particulièrement Fatimoutou Wallet ID-WAL qui a été forcée de quitter la commune de Djebok pour Gao. Elle et sa famille font partie des ménages qui intégreront le site. « Je remercie tous ceux qui ont œuvré pour ce projet. Avec ces infrastructures, nos conditions de vie seront améliorées » affirme-t-elle.

Ce projet en cours d'élaboration en vue d'un financement à travers le Fonds Fiduciaire a fait objet principale de cette visite conjointe, dans le but d'une part d'apprécier les travaux réalisés par l'équipe pays des Nations Unies au Mali (UNCT) sous le lead du HCR et d'autre part, de voir dans quelle mesure la MINUSMA pourrait couvrir le gap des activités manquantes au niveau de la cité.

Des idées de projets telles que l'éclairage des maisons via des kits solaires, l'aménagement des parterres avec des pavés de briques fabriquées avec des sachets plastiques recyclés, l'installation de caméras de vidéosurveillance autour du village Naata et de certaines zones de haute insécurité, la sécurisation du village par les patrouilles UNPOL et le développement d'activités génératrices de revenus sont aussi évoquées pour compléter le projet actuel.



MINUSMA renforce la sécurité du Tribunal et du Palais de justice à Tombouctou et Diré

La MINUSMA a financé les travaux de renforcement de la sécurité du Tribunal de grande instance de Tombouctou et du Palais de Justice de Diré. Ces infrastructures ont été remises aux autorités le 1er février dernier. Ce projet d'un coût total de 178 millions de Frans CFA a pu être réalisé grâce à une contribution des Pays-Bas au Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité au Mali. Il permettra notamment de favoriser la restauration de l'autorité de l'Etat.

Un cadre de travail des magistrats et d'accueil des justiciables mieux sécurisé

Les différents travaux réalisés ont surtout porté sur le rehaussement des murs, l'installation de barbelés sur les clôtures, la fixation de portails, la construction de postes de filtrage. Des barrières de sécurité et des lampadaires ont aussi été installés et divers autres travaux ont été réalisés à l'intérieur du Tribunal de grande instance de Tombouctou et du Palais de justice de Diré. « Ces travaux vont permettre de rapprocher les justiciables de la justice et aussi contribuer à sécuriser ses acteurs et même ses usagers, » a déclaré Djibrila MAIGA, Directeur national de l'Administration de la justice.

Ce projet a été initié par le Cadre de concertation des acteurs de la chaîne pénale de la région de Tombouctou avec l'appui technique de la MINUSMA. Il vise à offrir un cadre de travail sécurisé aux magistrats et autres personnels judiciaires et va de ce fait, par l'amélioration des conditions de travail, grandement contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)



ZOOM sur un projet

TF MOPTI

Soutien à la sécurité et aux institutions de l'État : Une nouvelle brigade de Gendarmerie inaugurée à Sévaré

Les locaux de la Brigade territoriale de Gendarmerie de Sévaré, dans la région de Mopti, ont été réhabilités. Les travaux financés par la MINUSMA comprenaient aussi de nouvelles infrastructures et la fourniture d'équipements pour son personnel. Ils ont pu être entrepris grâce à une contribution de l'Allemagne au Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali. Ce projet vise à renforcer les capacités fonctionnelles et opérationnelles de la Gendarmerie nationale pour améliorer le dispositif local de sécurité, favoriser le redéploiement progressif des forces de sécurité maliennes, restaurer l'autorité de l'État et assurer une meilleure protection des civils dans la région de Mopti.

170 millions de francs CFA investit dans la brigade de gendarmerie et ses usagers

Cette réalisation de grande envergure d'un coût de près de 170 millions de francs CFA renforcera les capacités logistiques des gendarmes de Sévaré et leur permettra ainsi d'accueillir les usagers de la brigade (plaignants et suspects) dans de meilleures conditions, respectant leurs droits. Ainsi, outre les bureaux et la salle de repos, des toilettes séparés pour les femmes et les hommes gendarmes mais aussi pour les visiteurs ont été construits. À cela s'ajoute une salle de réunion et des cellules pour la garde-à-vue distinctes pour hommes, femmes et mineurs. La sécurisation passive n'a pas été en reste puisque qu'un mur de clôture équipé d'un système de vidéo-surveillance et de barbelés a été érigé. L'on compte également un poste d'accueil et d'assistance au public pour l'unité en charge des enquêtes liées aux violences basées sur le genre. Des équipements informatiques ont été fournis ainsi que 10 motocyclettes pour faciliter la mobilité des éléments et la réalisation des patrouilles dans le cadre de la protection des civils, mais aussi de la restauration de l'image des Forces de Sécurité du Mali. Enfin un forage et adduction d'eau ont été réalisés dans l'enceinte de la brigade, avec une extension de quatre robinets dans un espace aménagé à l'extérieur de la clôture de la Gendarmerie pour en faire profiter la population environnante.



Renforcer les capacités des Forces de sécurité, l'un des aspects majeurs de la stratégie globale de stabilisation du Centre

Ce projet s'inscrit dans le plan d'action stratégique pour la stabilisation du centre, une priorité pour le gouvernement Malien qui bénéficie en cela du soutien de la MINUSMA. « Cette brigade avec l'ensemble de ces gendarmes va indéniablement renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens, permettre une présence plus forte de gendarmes sur le terrain en vue d'apporter une réponse à la criminalité, ainsi que renforcer la police de proximité, contrôler les flux et les axes routiers, » a déclaré la Générale de Division Patricia Bettina BOUGHANI, Cheffe de la Composante Police de la MINUSMA qui porte le projet. C'était lors de l'inauguration le 2 février 2023, en présence du Gouverneur de la région, des bénéficiaires et de leurs frères d'armes, ainsi que de la Cheffe du bureau de la MINUSMA à Mopti. « Cette nouvelle infrastructure va permettre à l'outil Gendarmerie de performer son rendement dans le contexte de perspective des solutions pour circonscrire la crise qui sévit dans les régions du centre, et précisément dans la région de Mopti. Nous en sommes convaincus. La brigade était remarquablement appréciée malgré la vétusté des lieux, et il va sans dire qu'en post-réalisation de ces infrastructures, ce rendement ne sera que décuplé, » a pour sa part souligné le Gouverneur de la région de Mopti, le Colonel major Abass DEMBÉLÉ.

Un effort continu...

De 2015 à nos jours, dans la région de Mopti, 14 projets de renforcement des capacités logistiques de la gendarmerie ont été réalisés par la MINUSMA pour un coût global de plus de 922 millions de francs CFA. Parallèlement, cinq autres projets d'appui aux Forces de sécurité maliennes sont en cours dans cette même région pour un montant total de plus de 521 millions de francs CFA.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)



Autres activités de la section

- Retraite des ingénieurs de la MINUSMA à Bamako** - Le 16 février, la section Stabilisation & Relèvement de la MINUSMA a organisé une retraite à Bamako pour réunir les quatre ingénieurs basés dans les régions, les représentants des Unités Fonds Fiduciaire et QIP (Quick-Impact Projects), et des représentants de la Section Ingénierie et de la Division SSR-DDR basés à Bamako. La retraite visait à renforcer la communauté de pratique des ingénieurs de la MINUSMA grâce à la mise en commun des bonnes pratiques et des leçons apprises. Cette retraite des ingénieurs de projet a permis de passer au crible les difficultés et les défis auxquels les ingénieurs sont confrontés dans l'approbation des plans et des budgets des projets à effet rapide (QIP), des projets du Fonds Fiduciaire pour la Paix et la Sécurité et des Fonds programmatiques S&R, et les projets SSR-DDR CVR (Community Violence Reduction), et d'y apporter des réponses. Les bonnes pratiques et les enseignements tirés, la sélection et la qualité des projets, ainsi que la collaboration entre les différents programmes et sections sponsors afin d'éviter les doublons, tout en notant la difficulté d'effectuer des missions terrain pour un suivi des projets dans les zones en proie à l'insécurité.
- San - Mission Conjointe d'évaluation des besoins de S&R et Division des Affaires Politiques de la MINUSMA** – Les 10 et 11 janvier, après une visite de courtoisie au Gouverneur de la Région, une séance de travail a été organisée avec l'équipe du Gouvernorat en charge du projet de réhabilitation, de construction et de l'équipement des infrastructures de la Préfecture de San, suivie d'une visite de terrain. Une présentation des mécanismes d'appui de la MINUSMA aux régions du centre a été faite à plus d'une quarantaine de représentants des services techniques régionaux, de l'administration régionale et locale et de la société civile. La séance a été présidée par le Conseiller aux affaires sécuritaires du Gouverneur et en présence de Mme le Maire de San. A Tominian, une mission conjointe CAD et S&R a ensuite permis d'introduire mécanismes de financement de la MINUSMA au Préfet et à ses collaborateurs, aux Partenaires locaux d'exécution des projets, au Conseil de Cercle, aux élus, ainsi qu'à la société civile, et aux leaders communautaires. Des besoins ont été exprimés, dont l'installation des lampadaires pour la sécurisation de la ville Tominian, des AGR pour les femmes, la formation professionnelle pour les jeunes et les femmes, ainsi que la sécurisation et l'équipement de la Brigade Territoriale de Tominian.
- Gao – Mission conjointe dans le cercle de Bourem** - Les 22 et 23 février, une mission conjointe appuyée par le DEU ISR s'est rendue dans le cercle de Bourem afin d'évaluer la situation et suivre les projets financés par la MINUSMA. Cette équipe conjointe était composée des sections substantives de la MINUSMA de GAO (Stabilisation et Relèvement, Justice et Corrections, Affaires civiles, Droits de l'homme, PIO, UNPOL, UNDSS, JOC avec le soutien du contingent Allemand). La mission a permis à la S&R de réaliser des visites techniques dans le cadre du suivi et de l'évaluation des projets exécutés ou en cours d'exécution des QIPs et TF, mais aussi d'évaluer les besoins et les attentes des populations. Au cours des deux jours de visite, la section S&R a pu faire le suivi du projet d'adduction d'eau dans le périmètre maraîcher situé au niveau de CAFO de Bourem (QIP) et le projet de lampadaires installés à Taboye (TF), et d'évoquer la possibilité de développer de nouveaux projets.



MINUSMA MHQ

L'ancienne Route de l'Aéroport entre le rondpoint de l'ONAP sur
la RN7 et le Blvd CEDEAO

Bamako, MALI

<https://minusma.unmissions.org/>

Bulletin Bimestriel de la Section Stabilisation et Relèvement (S&R)

Directrice de la publication : Loubna Benhayoune

Coordination et rédaction : Karin Fenczak & Temur Sharopov

Création et réalisation graphique : Temur Sharopov

Crédits photos : © PIO MINUSMA © Temur SHAROPOV

